

## Une frappe meurtrière cause un tollé international

### Birmanie

**Des dizaines de villageois ont trouvé la mort dans une attaque aérienne dont la junte a confirmé être à l'origine, provoquant la condamnation de la communauté mondiale.**

La junte militaire en Birmanie a confirmé avoir mené une frappe aérienne ce mardi 11 avril, qui a fait des dizaines de morts dans un village du centre du pays en proie à un violent conflit civil. Il s'agit de l'une des attaques les plus meurtrières menées par la junte, régulièrement accusée de crimes de guerre, depuis le coup d'État du 1<sup>er</sup> février 2021 qui a plongé la Birmanie dans le chaos. Elle intervient à l'aube des célébrations pour le Nouvel-An birman, Thingyan, qui durent plusieurs jours.

### Au moins 100 morts

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk s'est dit «horrorifié» après cette attaque. «Il semble que des enfants qui dansaient, ainsi que d'autres civils, lors de la cérémonie d'ouverture d'un centre du village de Pazi Gyi, dans le district de Kanbalu, fassent partie des victimes», a-t-il indiqué. Au moins 100 morts et des dizaines de blessés ont été comptabilisés par BBC Burmese, The Irrawaddy et Radio Free Asia.

La junte au pouvoir a reconnu «qu'il pourrait y avoir des personnes portant des vêtements civils», sans évoquer de bilan. Mais l'armée a insisté qu'elle visait un rassemblement d'opposants armés - l'ouverture d'un bureau des forces de défense du peuple (PDF), qu'elle qualifie de «terroristes». Certains des morts étaient des combattants anti-coup d'État en uniforme, a assuré le représentant.

Washington s'est dit «profondément préoccupé» par ces at-

taques, qui «soulignent une fois de plus le mépris du régime pour la vie humaine et sa responsabilité dans la terrible crise politique et humanitaire qui sévit en Birmanie depuis le coup d'État de février 2021», a déclaré dans un communiqué le porte-parole du Département d'État, Vedant Patel.

Dans une déclaration du Ministère des affaires étrangères, la France a condamné «avec la plus grande fermeté l'attaque abominable» commise par les forces armées birmanes, déplorant la «stratégie de violence indiscriminée que la junte birmane fait subir depuis plus de deux ans au peuple birman».

### «Civils innocents»

«Cela renforce le climat de peur», a dénoncé Phil Robertson, directeur adjoint pour l'Asie de l'organisation Human Rights Watch.

«Il semble que des enfants qui dansaient, ainsi que d'autres civils fassent partie des victimes.»

**Volker Türk**, haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme

«L'UE est profondément choquée par les informations faisant état des dernières atrocités commises par le régime militaire à Sagaing», a déclaré pour sa part Nabila Massrali, porte-parole de l'Union européenne pour les affaires étrangères.

Le Gouvernement d'unité nationale (NUG), un organe d'opposition fondé par d'anciens députés du parti d'Aung San Suu Kyi pour beaucoup en exil, a dénoncé un «nouvel exemple de l'usage aveugle de la force extrême contre des civils innocents». **AFP**



L'attaque a eu lieu lors de la cérémonie d'ouverture d'un centre du village de Pazi Gyi, du district de Kanbalu. KEYSTONE

### France

#### Treize femmes accusent Depardieu

Dans un article publié mardi, Mediapart apporte le témoignage de treize femmes qui affirment «avoir subi des gestes ou propos sexuels inappropriés de Gérard Depardieu, sur le tournage de onze films ou séries sortis entre 2004 et 2022 ou dans des lieux extérieurs», ainsi que le récit de certains témoins des scènes. L'acteur dément. Le Parquet de Paris a indiqué n'avoir «été destinataire à ce jour d'aucune nouvelle plainte». Il a précisé que l'instruction ouverte en juillet 2020 à la suite de la plainte de Charlotte Arnould se poursuivait. **ATS**

### Ukraine

#### Effroi après une décapitation

Une nouvelle vidéo montrant la décapitation d'un prisonnier de guerre ukrainien présumé a provoqué mercredi la colère de l'Ukraine, le président Volodymyr Zelensky dénonçant une nouvelle exaction de «monstres» russes. La mission de l'ONU à Kiev s'est déclarée «horrorifiée» par ces images, exigeant une enquête, alors que le Kremlin a appelé à vérifier l'authenticité de la vidéo. «Il s'agit d'images horribles», a dit le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. La France a condamné «une atteinte insoutenable à la dignité humaine». **AFP**

## Débâcle de Credit Suisse

# Le National gifle le Conseil

**Le parlement attaque la crédibilité du gouvernement en refusant la garantie de 109 milliards. La session spéciale laissera des traces sur le recours au droit d'urgence.**

Florent Quiquerez, Berne

Il y aura un avant et un après cette session sur Credit Suisse. L'événement qui laissera des traces s'est construit dans la nuit de mardi à ce mercredi avant de se concrétiser dans l'après-midi. Par deux fois, une majorité du National - composée du PS, des Verts et de l'UDC - a refusé de donner son aval aux 109 milliards de garantie libérés par le gouvernement pour le rachat de la banque. Laisant Le Centre, le PLR et les Verts libéraux - et surtout la ministre des Finances, Karin Keller-Sutter - défaits. Et même si ce refus ne change rien sur le fond, le signal donné secoue la Coupole fédérale.

En filigrane de ce coup de tonnerre, il y a le recours au droit d'urgence. Après les mesures Covid et le sauvetage d'Axpo, c'est la troisième fois lors de cette législature que le Conseil fédéral s'arrogé cette possibilité, qui revient à contourner le parlement. Jusqu'ici, le Législatif avait souvent marqué sa désapprobation, mais jamais il n'avait osé défier le gouvernement. Et ce mercredi, la tension était palpable dans la salle des pas perdus, où les élus s'accusaient les uns les autres d'avoir provoqué ce résultat.

Le sénateur Charles Juillard (Le Centre/JU) parle carrément d'un «coup d'État parlementaire» du National, alors que les États, eux, ont soutenu le gouvernement. «On renie les compétences du Conseil fédéral et de la délégation des finances, alors que ces dernières sont prévues par la Constitution et la loi. On écorne l'image de la Suisse et on fragilise la place financière. Le tout en prenant en otage la population, puisqu'on lui fait miroiter que l'on pourrait réinventer le système bancaire en quelques jours.» Le vice-président du Centre ne comprend pas «que deux partis gouvernementaux comme l'UDC et le PS, qui ont la majorité au Conseil fédéral, jouent ainsi avec nos institutions».

Les partis du centre droit accusent tant l'UDC que le PS ou les Verts d'avoir joué les pompiers pyromanes en instrumentalisant



cette session pour doper leur campagne électorale en tentant d'imposer leur vision de la place financière suisse, alors que ce n'était selon eux ni le lieu ni le moment pour le faire.

«Je me fais du souci pour notre capacité à trouver des solutions consensuelles pour affronter les crises, lâche Jacqueline de Quattro (PLR/VD). Dans cette situation difficile, la population a besoin de signaux positifs, d'autorités fortes et unies, capables de défendre les intérêts de la population. On a le droit de s'indigner mais nous devons surtout trouver des solutions constructives plutôt que de chercher à écorner la légitimité du Conseil fédéral, qui a fait tout son possible pour contenir la crise.»

### Monopole de l'indignation

Attaquée, l'UDC répond à la critique par la critique. «Le PLR et Le Centre sont ceux qui ont refusé de réguler davantage le système après la crise d'UBS en 2008, rappelle Céline Amaudruz (GE), vice-présidente du parti. Aujourd'hui, les mêmes ne sont plus convaincus de lancer une

commission d'enquête parlementaire. On ne peut pas donner un blanc-seing au Conseil fédéral sans savoir précisément ce qui

s'est passé. Nous le devons à la population.» Faut-il voir dans ce refus un désaveu de ses ministres? «Le parlement est l'auto-

## EconomieSuisse s'insurge

● EconomieSuisse regrette le non du Conseil national au crédit d'urgence du CS. Au lieu de prendre ses responsabilités et d'instaurer la sérénité - pour le pays, les citoyens et l'économie - il a augmenté mercredi l'incertitude pour la place économique suisse, tonne l'organisation faitière des entreprises. Par leur intransigeance, l'UDC et le PS mettent en danger la concordance et donc le modèle de réussite suisse, estime EconomieSuisse. Pour elle, il n'y a pas d'autre solution aujourd'hui que celle qui a été trouvée. C'est pourquoi la stabilisation de la situation doit maintenant être la priorité absolue, note-t-elle dans un communiqué. De même, il faut

un traitement propre des événements. Pour ces deux points, une solution possible était sur la table, souligne l'organisation. Pourtant, l'UDC, le PS et les Verts n'ont même pas voulu entrer en matière sur un compromis qui aurait été très proche de leurs exigences. EconomieSuisse ne comprend pas que ces partis n'assument pas leurs responsabilités dans la crise. D'autant plus que la Suisse continuera à faire face à des insécurités économiques considérables dans les prochains mois. Une Suisse sans place financière forte signifie moins de compétitivité, pas de monnaie forte et des coûts de financement en hausse pour tous, conclut EconomieSuisse. **ATS**

## Les médecins alémaniques font plus de césariennes

**Accouchement**  
**L'opération est de moins en moins pratiquée en Suisse, mais la tendance est plus forte en Suisse romande qu'outre-Sarène.**

Après avoir été à la mode au début du siècle, l'accouchement par césarienne, conformément aux recommandations de l'OMS, est de moins en moins pratiqué en Suisse. La tendance à la baisse est toutefois beaucoup plus rapide en Suisse romande que du côté alémanique, relève l'Atlas suisse des services de santé publié ce mois par l'Observatoire sanitaire (Obsan).

Dès 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre l'explosion de cette pratique dans le monde et préconisé sa diminution. Depuis, la tendance y est à la baisse, mais en Suisse le taux de naissance par césarienne a tendance à stagner. En 2021, 32,7% des 86'810 naissances en Suisse ont été réalisées sous cette forme. En 2020, ce taux était de 32,3%, en 2019 de 31,7% et en 2015 de 33,5%. Plus l'âge de la mère est élevé, plus cette forme invasive est favorisée.

### Du simple au double

Par canton en 2021, le taux varie entre 19,6% dans le Jura et 39,6% à Glaris, soit du simple au double,

comme le montre l'Atlas, une information relayée par la RTS mercredi. Pratiquement tous les cantons romands affichent des taux inférieurs à 31% (seul Vaud est à 32,3%), alors que Zurich se situe par exemple à 36,6%.

Le canton du Valais illustre bien cette barrière de röstis, avec une différence de près de 10 points de pourcentage entre le haut, alémanique (36,8%), et le reste, francophone, du canton (25,3%).

### Très haut taux

Des cultures différentes dans la formation des médecins peuvent expliquer une partie des différences, explique le médecin cantonal valaisan Eric Masserey dans

une interview à la RTS. Mais le médecin de nuancer: «La médecine n'est pas une science exacte; il peut y avoir des différences de pratiques sans que cela signifie que c'est forcément faux ou qu'il faille faire différemment». La Suisse reste l'un des pays européens avec un très haut taux de césariennes. En comparaison, la France se situe à 20%.

La césarienne est l'acte chirurgical le plus pratiqué au monde et, pourtant, il est loin d'être anodin. Certains hôpitaux comme le CHUV ont décidé de favoriser les accouchements par voie basse. Résultat: la césarienne n'y touche plus qu'une patiente sur cinq. **ATS**